

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur 

HENRY RECYCLAGE SARL

91bis, Rue de la Paix
76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Références : UDRD-2024-04-T-229
Code AIOT : 0005804318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement HENRY RECYCLAGE SARL implanté Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale sur les installations électriques, l'inspection s'est rendue le 5 mars 2024 sur le site situé rue Joliot Curie à Saint-Aubin-les-Elbeuf (76410) exploité par la société Henry Recyclage afin de vérifier le suivi de ces installations.

Cette visite a aussi été l'occasion, dans le cadre du suivi du plan pluriannuel de contrôle 2024 de s'assurer des engagements pris par l'exploitant à la mise en conformité des installations à la directive IED pour les installations de traitement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENRY RECYCLAGE SARL

- Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005804318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 31 mai 2016 pour la récupération et le traitement des pneumatiques et caoutchoucs techniques en vue de leur valorisation (rubrique n°2791-1).

Le site relève de la directive dite IED au titre de la rubrique n°3532 de la nomenclature. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles s'appliquent ainsi aux installations.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	15 jours
6	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
7	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Émissions diffuses et envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 31.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Gestion des eaux pluviales souillées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
10	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a ainsi mis en évidence 1 **non-conformité réglementaire**: absence de mesure des émissions de poussières et de COVT des installations.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

De plus, il est aussi attendu de la part de l'exploitant une attention particulière sur la tenue du site (nettoyage des abords du site et des armoires électriques) et le suivi de l'exploitation de ses installations (remise en service des caméras de surveillance, levée de l'observation du contrôle des installations électriques, rendre accessibles tous les extincteurs, analyse des rejets aqueux, mise à jour du plan circulation, respect des hauteurs et distance de stockage des pneumatiques entre chacun des tas et des limites de propriété, élimination des déchets et extincteurs hors service dans les filières dûment autorisées).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a fait procéder au contrôle de ses installations électriques le 3 janvier 2024 par un organisme accrédité ainsi qu'à une vérification Q18 qui conclut que l'ensemble des installations ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. De plus, une vérification par thermographie infrarouge (certificat Q19) a également été réalisé le 8 janvier 2024 concluant à un risque d'incendie faible en l'absence d'anomalie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : L'inspection constate que la vérification Q18 indique bien une vérification complète des installations et le rapport de vérification des installations électriques ne mentionne aucune limite ni restriction d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : L'inspection constate une observation dans le rapport de contrôle des installations électriques concernant l'absence de protection différentielle haute sensibilité sur le circuit alimentant des prises de courant dans le local TGBT (tableau général de basse tension). L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la levée de cette observation. L'inspection constate également la présence d'une armoire accolée au transformateur électrique et reliée par une sangle et posée sur un regard béton. Selon les dires de l'exploitant, cette armoire est un relai internet pour les broyeurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1: L'exploitant doit <u>au plus tard sous un délai de 1 mois</u> procéder à la levée de l'observation. Il doit également s'assurer de la stabilité du relai internet afin de prévenir tout risque de chute.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par ce constat, celui-ci n'ayant pas identifié de zone ATEX sur son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : L'inspection a constaté que les armoires électriques extérieures au niveau du broyeur sont sales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'exploitant doit procéder au plus tard sous un délai de 15 jours au nettoyage des armoires électriques et ouvrira un registre de maintenance préventive pour y noter les dates d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Distance de sécurité entre les dépôts
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante: - une zone de tri et broyage-n°1 sur le plan annexé aux présentes prescriptions : Cette zone non-couverte sur une surface étanche d'une superficie d'environ 2500m ² accueille les

<p>unités de tri des pneumatiques ainsi que les broyeurs, elle est éloignée des autres zones de stockage, par une distance d'environ 15 mètres. Le système est composé de deux broyeurs à la suite l'un de l'autre, le deuxième effectuant une deuxième opération de broyage sur les broyats sortants du premier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de stockage fluvial-n°2 sur le plan annexé aux présentes prescriptions: Cette zone non-couverte sur surface étanche a pour vocation le regroupement en bordure du quai des volumes de broyats nécessaire au chargement de bateaux. D'une superficie d'environ 800m², elle peut accueillir une capacité maximale de 400 tonnes de broyats issus de pneumatiques usagés avec une hauteur maximale de 4mètres. - un bâtiment-n°3 sur le plan annexé aux présentes prescriptions : Ce bâtiment accueille les bureaux et le stockage et la préparation des pneumatiques réutilisables entiers ou rechapables (en vue de leur expédition vers des sites de valorisation). Le bâtiment a une superficie d'environ 750 m². Le stockage de pneumatiques au sein de ce bâtiment ne doit pas dépasser les 400 m³. - une zone non-couverte sur une surface étanche de stockage des pneumatiques non réutilisables (entiers ou broyés), et des pneumatiques usagés de poids lourds, génie civil, agraire-n°4 sur le plan annexé aux présentes prescriptions : Cette zone présente une superficie maximale de 1600 m² et un volume maximal de 6400 m³. Elle est composée de 8 alvéoles: <ul style="list-style-type: none"> - d'une capacité maximale individuelle de 800 m³ avec une base de superficie égale à 200m² ; - fermée sur 3 cotés par des parois en béton REI Coupe-Feu 2 heures d'une hauteur de 4mètres; - isolées des autres zones de stockage et bâtiments par une distance minimale de 10mètres; - la hauteur de stockage maximale autorisée au sein des alvéoles est de 4mètres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les distances de sécurité afin de prévenir toute propagation d'un incendie (cf étude de dangers de la demande d'extension du site de 2019) ne sont pas correctement respectées: présence de pneumatiques contre la clôture d'enceinte, des distances insuffisantes entre des tas dans la zone de stockage fluviale n°2.</p> <p>De plus, l'inspection constate que la hauteur de stockage d'un tas de pneumatique au sein des alvéoles dans la zone non-couverte dépasse les 4 mètres autorisés.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de pneumatique dans le bâtiment accueillant les bureaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3: l'exploitant doit au plus tard sous un délai de 15 jours procéder au déstockage des pneumatiques afin de ne pas dépasser la hauteur limite de 4 mètres, et respecter des distances minimales de 15 mètres avec la clôture de l'enceinte et 10 mètres entre chacun des tas dans la zone de stockage fluviale n°2 pour prévenir les risques de propagation en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des abords des installations
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ou des broyats de pneumatique. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de déchets (de câble, de pompe, de métaux, de broyat de pneumatique...) aux abords du site, notamment au niveau des broyeurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois procéder au nettoyage des abords du site afin d'éviter toute dispersion en dehors du site et à l'évacuation des déchets dans les filières dûment autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Émissions diffuses et envols de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 3.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas effectué de mesures des émissions de poussières et de composés organiques volatils totaux (COVT) comme il s'était engagé à le faire dans son courrier de réponse à la visite d'inspection du 8 septembre 2021 afin de vérifier le respect des valeurs limites indiquées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'envol de poussière le jour de la visite, toutefois des quantités de poussières rabattues au sol par les eaux des brumisateur sont présentes au niveau des broyeurs .</p> <p>Non conformité n° 1: le fait de ne pas réaliser de mesures des émissions de poussières et de COVT de ses installations ne permet pas de s'assurer du respect des valeurs limites d'émissions et constitue un non-respect des prescriptions du III de l'annexe 3.2 «valeur limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets» de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure la société HENRY RECYCLAGE de respecter les prescriptions du III de l'annexe 3.2 dans un délai de 3 mois en réalisant une mesure des émissions de poussières et de COVT en période représentative de l'exploitation normale du site (de 7h à 18h). Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Gestion des eaux pluviales souillées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites des métaux en concentration définies suivant l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur: N° 1(Cf. Caractéristique du rejet au paragraphe 4.3.5):</p> <p>MES 60 mg/l ;</p> <p>DCO (sur effluent non décantée) 180 mg/l ;</p> <p>DBO5 (sur effluent non décanté) 60 mg/l ;</p> <p>Cadmium et ses composés 0,15 mg ;</p> <p>Cyanure 0,1 mg/l ;</p> <p>Chrome hexavalent et ses composés 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb et ses composés 0,5 mg/l Cuivre et ses composés 0,5 mg/l ;</p> <p>Chrome et ses composés 0,5 mg/L Nickel et ses composés 0,5 mg/l ;</p> <p>Zinc et ses composés 2 mg/l ;</p> <p>Fer, aluminium et composés 5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux 1mg/l.</p> <p>La superficie des toitures, aires de stockage,voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 13000 m².</p> <p>Des mesures de l'ensemble des paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.11 sont effectuées dans le mois suivant la mise en place des dispositifs de collecte des eaux pluviales conformément aux dispositions de l'article 4.3.2.2. du présent arrêté.Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception. Si aucun dépassement n'est constaté au cours de la première mesure sur l'ensemble des paramètres visés, la fréquence de mesure sera tous les 3 ans sinon elle restera annuelle. Elle redevient annuelle si un dépassement est constaté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir procédé à un prélèvement de ses rejets la semaine passée et être en attente des résultats. Après consultation de la dernière analyse en date du 24 février 2022, l'inspection ne relève pas de dépassement aux valeurs limites.</p> <p>Toutefois, les paramètres PFOA et PFOS n'ont pas été mesurés, mais ils sont bien prévus dans le champ analytique des échantillons prélevés de la semaine passée selon les dires de l'exploitant. Concernant spécifiquement ces paramètres, une surveillance doit être opérée chaque mois sur 3 mois successifs en application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Il est précisé que les rejets aqueux s'effectuent par bache et non en continu, le dispositif déshuileur étant en mode fermé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 5: l'exploitant doit transmettre dès réception à l'inspection dès réception les résultats d'analyses sur ses rejets aqueux accompagnés le cas échéant des mesures correctives mises en place en cas de dépassement aux valeurs limites d'émission. Il veillera à poursuivre la surveillance des PFAS et PFOS dans les rejets aqueux selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20/6/2023 et à transmettre les résultats qui devront aussi être téléversés par l'exploitant sur la plateforme</p>

GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 jour

N° 10 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau indiqué à l'article 6.2.1.2.1, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne dépassent en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs pour les différentes périodes de la journée, à savoir 70 dB(A) de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) et de 60 dB(A) de 22h à 7h (ainsi que les dimanches et jours fériés).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué une mesure de bruit du 22 au 23 novembre 2023 dont le rapport ne relève pas de dépassement aux valeurs limites d'émissions. L'exploitant précise avoir installé des silencieux en caoutchouc sur le cribleur (source principale de bruit) permettant d'atténuer le bruit.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens mis en place
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;-de caméra de surveillance permettant de repérer un début d'incendie. -de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,comme prévu à l'article71.1; -d'une borne incendie située à une vingtaine de mètre de l'installation; -Les 2 hydrants sont conformes à la norme NFS61.211ou61.213 et être piqués directement sur une canalisation assurant un débit minimum de1000L/min sous une pression dynamique de1 bar(NFS62.200) -de matériel de protection adapté ; -d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques,à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Des extincteurs devront être à proximité immédiate des broyeurs et de la zone. -Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la

<p>vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>-Les appareils sont distants entre eux de 150mètres maximum{les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p> <p>-Une pompe complémentaire avec une aire d'aspiration sur le port Angot pour compléter la borne préalablement citée. À défaut, l'apport extérieur proviendra d'une autre borne à incendie située au croisement de la rue Joliot-Curie et du chemin de Port Angot.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir des caméras de surveillance mais celles-ci sont actuellement hors service.</p> <p>Le plan des locaux n'est pas mis à jour depuis la modification des installations en 2020 (extension du site) pour faciliter l'intervention des services d'incendie de secours.</p> <p>La borne à incendie (PI n°1) situé à moins de 20 mètres de l'entrée et 2 poteaux incendie (n°2 et 3) sont jugés conformes et délivrant un débit de 60 m3/h, preuve à l'appui les justificatifs de la Métropole de Rouen Normandie en date du 1 juillet 2021.</p> <p>Les 30 extincteurs (y compris 5 extincteurs dans les véhicules) ont également été vérifiés en février 2024.</p> <p>L'inspection constate la présence d'un extincteur à poudre 50 kg sur le site avec la mention « réformé » depuis 2022. Un extincteur n'est pas facilement accessible dans la zone de stockage des pneumatiques par alvéoles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 6: l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'1mois remettre en service les caméras de surveillance du site, mettre à jour le plan de circulation du site et procéder à l'évacuation de l'extincteur hors service vers la filière dûment autorisée et rendre facilement accessible tous les extincteurs du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Document mis à jour</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté au service gestion des risques du Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sous format informatique (A3 ou A4) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le plan de masse. 2. Le plan de situation 3. Les plans des niveaux 4. Les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne peut pas confirmer avoir transmis sous format informatique les plans du site au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Demande n°7 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'1 mois transmettre au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, les plans du site, notamment mis à jour avec l'extension du site de 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois